



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 20 au 24 avril 2026

Faits saillants

- Japon : accélération de l'inflation en mars
- Japon : record historique du *Nikkei 225*
- Corée du Sud : lancement du premier dialogue stratégique UE-Corée et validation du *Digital Trade Agreement*

Japon

Macroéconomie

Commerce extérieur | Selon les chiffres du ministère des Finances, la balance commerciale de l'archipel a enregistré un déficit de 1 714 Mds JPY (9,1 Mds EUR) sur l'exercice fiscal 2025-2026 (avril 2025 à mars 2026), en nette réduction (de -68,4 %) par rapport à l'exercice précédent. Cette amélioration est le résultat de la progression des exportations de +4,0 % sur l'année fiscale 2025-2026 à 113 242 Mds JPY (607 Mds EUR), leur plus haut niveau depuis 1979, tirée par les composants électroniques liés aux semi-conducteurs à destination de l'Asie et par la hausse des prix unitaires des métaux rares et matériaux transformés domestiquement, le tout dans un contexte de faiblesse du yen. Dans le même temps, les importations ont stagné avec une progression de +0,5 %, à 114 957 Mds JPY (616 Mds EUR). Par destination, les vers les États-Unis ont reculé de -6,6 % sous l'effet des droits de douane américains, les livraisons automobiles se contractant de -16 %. À l'inverse, les exportations vers l'Asie ont crû de +6,7 %, favorisées par des ventes records vers la Chine. Vers l'Union européenne, les exportations ont progressé de +8,1 % à 10 562 Mds JPY (57 Mds EUR), tandis que les importations ont atteint un niveau record de 12 948 Mds JPY (+4,4 % à 69 Mds EUR), portées par la demande en équipements de production d'électricité et en produits pharmaceutiques. Pour le seul mois de mars 2026, le Japon a enregistré un excédent commercial de 667 Mds JPY (3,6 Mds EUR), en hausse de +25,9 % en glissement annuel (g.a.), marquant ainsi le 2^{ème} mois consécutif d'excédent. Les exportations ont progressé de +11,7 % en g.a, prolongeant une série de 7 mois consécutifs de hausse. Les importations ont pour leur part crû de +10,9 %, après +10,3 % en février. Les perspectives pour les prochains mois restent toutefois assombries par le conflit au Moyen-Orient.

LES CHIFFRES À RETENIR

| | Au 24/04 | Var. vs. 17/04 |
|-------------------|------------|----------------|
| <i>USD/JPY</i> | 159,67 | +0,2 % |
| <i>USD/KRW</i> | 1 484 | +0,7 % |
| <i>Nikkei 225</i> | 59 816 pts | +2,29 % |
| <i>KOSPI</i> | 6 476 pts | +4,58 % |
| <i>JGB 10 ans</i> | 2,430 % | +0,4 pbs |
| <i>KTB 10 ans</i> | 3,816 % | +9,7 pbs |

Inflation | D'après les données officielles, le taux d'inflation core (hors produits frais) a accéléré en mars, à +1,8 % en g.a, après +1,6 % en février, un rythme supérieur aux attentes (+1,7 %). Si l'évolution des prix énergétiques reste maîtrisée grâce à l'impact toujours favorable de la suppression de la taxe sur les carburants mise en place en décembre, les prix des produits alimentaires -hors frais- ont crû de 5,2 % en g.a, pénalisés notamment par la faiblesse du yen. Le taux d'inflation core core (hors produits frais et énergie), plus représentatif des pressions sous-jacentes, est ressorti à +2,4 % en g.a, après +2,5 % en février, se maintenant ainsi au-delà de la cible de 2 % de la Banque du Japon (BoJ). Dans ce contexte, et malgré l'anticipation de pressions inflationnistes accrues liées aux effets de la crise énergétique au Proche-Orient, la BoJ devrait maintenir son taux directeur à 0,75 % lors de sa réunion des 27-28 avril. La publication du prochain rapport trimestriel de la BoJ « *Outlook for Economic Activity and Prices* » devrait acter la révision à la hausse de la prévision d'inflation core pour l'exercice fiscal en cours, jusqu'alors attendue à +1,9 %, tandis que les prévisions de croissance pourraient être révisés à la baisse. Contrastant avec 2025 où la menace tarifaire américaine avait conduit la BoJ à suspendre son cycle de normalisation, la banque centrale devrait délivrer un message résolument *hawkish* confirmant sa volonté de poursuivre les hausses de taux, en soulignant les pressions inflationnistes directes (liées au choc énergétique) et indirectes (anticipations d'inflation élevées). Selon l'enquête trimestrielle de la BoJ publiée le 20 avril, les ménages japonais anticipent en moyenne une hausse des prix de 10,3 % à cinq ans, leur plus haut niveau depuis le lancement de l'enquête en 2006. Des chiffres d'autant plus significatifs que l'enquête a été partiellement conduite avant le déclenchement du conflit au Moyen-Orient.

PMI manufacturier et services | Les enquêtes PMI d'avril livrent un tableau contrasté : l'indice PMI des services a reculé à 51,2 (contre 53,4 en mars), son plus bas niveau depuis mai 2025 sous l'effet d'un ralentissement des nouvelles commandes et du premier repli de la demande extérieure en 5 mois ; tandis que l'indice manufacturier a enregistré une nette progression, à 54,9 (contre 51,6 en mars), son plus haut niveau depuis janvier 2022 porté par une accélération marquée de la production, au rythme le plus rapide depuis février 2014, dans un contexte où les fabricants ont anticipé leurs achats face aux risques de pénuries d'approvisionnement liées au conflit au Moyen-Orient. Le sentiment global des entreprises s'est toutefois dégradé, l'incertitude sur l'issue du conflit continuant de peser sur les perspectives d'activité.

Secteur financier

Bourse | Les marchés boursiers ont fortement bénéficié ces derniers jours de l'annonce d'une prolongation du cessez-le-feu avec l'Iran, avec un record historique atteint le 23 avril pour le *Nikkei 225*, franchissant pour la 1^{ère} fois le seuil des 60 000 points en séance (avant de clore à 59 586 points). L'indice a été tiré par les gains des valeurs liées aux semi-conducteurs et à l'IA dans le sillage de records sur les marchés américains, eux-mêmes soutenus par l'extension du cessez-le-feu, couplé à de solides résultats d'entreprises. Par ailleurs, l'indice de référence américain *Philadelphia Semiconductor* a réalisé une 17^{ème} séance consécutive de hausse avec un niveau record, favorisant les achats d'actions japonaises liées aux semi-conducteurs telles que *Kioxia Holdings*, *Taiyo Yuden* et *Furukawa Electric*. Ce mouvement haussier s'inscrit dans le cadre d'un rebond plus large, amorcé depuis fin mars de l'indice *Nikkei*, qui après avoir enregistré sa plus forte baisse mensuelle autour de 51 000 points, a progressé de plus de 8 000 points en moins d'un mois. Ce rebond reste néanmoins fragile, et concentré sur quelques valeurs. L'indice *Topix* a ainsi marqué un repli sur cette même séance du 23 avril, les valeurs de services et d'assurance évoluant en territoire négatif, illustrant l'écart de performance entre le *Nikkei*, dont la pondération par les prix amplifie mécaniquement l'impact des méga-capitalisations technologiques, et le *Topix*, plus représentatif de l'ensemble du marché.

Secteurs non financiers

Semiconducteurs | L'entreprise japonaise *Advantest*, l'un des principaux fournisseurs d'équipements de mesure et de contrôle utilisés dans l'industrie des semiconducteurs a conclu cette semaine un accord stratégique avec l'entreprise américaine *Applied Materials* pour le développement de puces électroniques. L'objectif du partenariat est de combiner les capacités de *Advantest* en matière de technologies de fabrication *front-end* et les capacités de *Advantest* en *back-end* pour l'inspection et le contrôle qualité des puces. *Advantest* a aussi fait part de son intention de participer au projet de centre de recherche conjointe EPIC de *Applied Materials*, qui devrait ouvrir ses portes dans la *Silicon Valley* courant 2026.

Automobile | *Nissan Motor* a indiqué cette semaine que son prototype de batterie solide avait atteint les objectifs de performance de charge et décharge, ouvrant la voie à une commercialisation de véhicules électriques équipés de ces batteries nouvelle génération. La batterie, entièrement solide, composée d'un empilement de 23 cellules, doit garantir une densité énergétique près de deux fois supérieure aux batteries lithium-ion conventionnelles, entraînant un doublement de l'autonomie du véhicule et un temps de recharge réduit jusqu'aux deux-tiers. *Nissan* avait annoncé en août 2025 un partenariat avec l'entreprise américaine *LiCAP Technologies* pour tirer parti de son expertise technologique en matière d'électrodes sèches pour les cathodes de batterie. Cette technologie devrait permettre à *Nissan* de réduire les coûts de fabrication et d'accroître la viabilité de ses batteries. Conformément à sa feuille de route *Ambition 2030*, le groupe vise une production commerciale de véhicules électriques à batterie solide d'ici 2028, dans un contexte de forte concurrence entre constructeurs pour la commercialisation de véhicules électriques nouvelle génération.

Sécurité économique | Le gouvernement a émis une recommandation à l'encontre du fonds sud-coréen de *private equity*, *MBK Partners*, visant à lui faire abandonner son projet de rachat du fabricant japonais de machines-outils *Makino*, sur la base de risques d'atteinte à la sécurité nationale. Conformément à la législation de contrôle des investissements étrangers (*Foreign Exchange and Foreign Trade Act of Japan - FEFTA*), *MBK Partners* dispose d'un délai de dix jours pour se conformer à cette recommandation, ce qui devrait se solder par l'abandon du projet. Il s'agit de la première fois, depuis les amendements de 2017 à la législation *FEFTA*, renforçant le contrôle des investissements étrangers, que le gouvernement japonais a recours à cette législation pour s'opposer au rachat d'une entreprise. Les machines-outils produites par *Makino* sont largement utilisées dans l'industrie japonaise de la défense, et rentrent ainsi dans la catégorie des biens à double-usage (civil et militaire), sujet sur lequel les autorités japonaises font preuve d'une vigilance accrue ces dernières années.

Armement | Le 21 avril, le gouvernement a révisé les « Trois principes relatifs au transfert d'équipements et de technologies de défense » afin d'assouplir l'exportation d'armement. Cet amendement, approuvé par le Conseil des ministres et le Conseil national de sécurité, supprime en effet la règle limitant les exportations aux cinq catégories non-létales (sauvetage, transport, alerte, surveillance, déminage), offrant aux industriels du secteur de la défense japonaises des relais de croissance élargie à l'international. Dans ce cadre, les exportations seront désormais autorisées, sous réserve d'une approbation préalable du Conseil de sécurité nationale, selon les catégories d'équipements et la destination : (i) les équipements de défense non létaux pourront être exportés sans restriction géographique ; (ii) les armes, définies comme des équipements de défense susceptibles de blesser ou de tuer, ne pourront être exportées que dans des conditions strictement encadrées, notamment vers des pays ayant conclu des accords de transfert d'équipements de défense et de protection des informations classifiées (États-Unis, Royaume-Uni, Australie, Inde, Philippines, France, Allemagne, Malaisie, Italie, Indonésie, Viêt Nam, Thaïlande, Suède, Singapour, Émirats arabes unis, Mongolie et Bangladesh) ; et (iii) l'interdiction par principe d'export d'équipement vers les pays en conflit, mais où des exceptions justifiées par les besoins sécuritaires du Japon sont prévues. Cette

décision a été justifiée par la Première ministre, qui a souligné qu'aucun pays ne pouvait garantir seul sa paix et sa sécurité, appelant de ce fait à un renforcement de la coopération entre partenaires partageant les mêmes orientations en matière d'équipements de défense. La Chine a vivement réagi à cette annonce, indiquant par la voix du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, qu'elle resterait « extrêmement vigilante » et « s'opposerait fermement » à ce qu'elle qualifie « d'initiatives japonaises imprudentes relevant d'un néo-militarisme ».

Corée du Sud

Secteur financier

Aide au développement | Le Ministère de l'économie et des finances a annoncé le 13 avril l'orientation pour 2026-2028 du Fonds de coopération pour le développement économique (*Economic Development Cooperation Fund - EDCF*). Celui-ci a été réduit de -6 Mds USD (-36 % par rapport au plan précédent 2025-2027), suite aux critiques faites contre la gestion jugée opaque de l'aide publique au développement sous l'administration de l'ex-Président YOON Suk-yeol. La banque d'import-export coréenne (KEXIM) est chargée de l'évaluation des projets et de la distribution de ce fonds, qui prend la forme de prêts à taux avantageux à des pays partenaires en voie de développement. L'orientation du plan 2026-2028 s'articulera autour des secteurs de l'IA, de la culture et des énergies vertes, et vise à soutenir les intérêts de la Corée en matière de sécurisation de ses chaînes d'approvisionnement.

Secteurs non financiers

Commerce UE - Corée | À l'occasion du 13^e Comité pour le commerce UE-Corée du 17 avril, le commissaire européen du commerce et de la sécurité économique Maros Sefcovic et le ministre coréen du commerce YEON Han-koo ont lancé le premier dialogue stratégique UE-Corée sur le commerce, les chaînes d'approvisionnement et les technologies. Ils ont également validé le texte final de l'accord sur le commerce numérique (*Digital Trade Agreement*), qui vise à sécuriser les échanges de données et renforcer la confiance des utilisateurs. Le 13^{ème} accord de libre-échange a été signé, assorti d'une mise à jour de l'annexe sur le secteur automobile. Les deux parties ont annoncé poursuivre le travail sur des actualisations dans les secteurs de l'électronique et des cosmétiques. Enfin, l'UE et la Corée ont convenu d'approfondir leur coopération sur des enjeux stratégiques comme les matières premières critiques, les technologies avancées et les batteries, dans le cadre d'un partenariat stratégique renouvelé, entre deux « *like-minded partners* ».

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.